

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 23 MARS 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 23 mars 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	15	2

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 23/03/031

**VOTE DU MONTANT DE LA
TAXE GEMAPI (GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES
ET PREVENTION DES
INONDATIONS) POUR 2023**

PRESENTS :

M. Olivier CHARLOIS , Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Emilien LEONI, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TANGUY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX.

ABSENTS :

M. Anthony CIVETTINI, Mme Cécile MUSCHOTTI.

Séance Publique du 23 mars 2023

N° D' O R D R E : 23/03/031

O B J E T : VOTE DU MONTANT DE LA TAXE GEMAPI (GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS) POUR 2023

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Impôts et notamment les articles 1530 bis et 1639 A,

VU le Code de l'environnement et notamment son article L. 211-7,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite « loi MAPTAM » qui dispose de la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations » (GEMAPI) est exercée par les Etablissements Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe »,

VU le Décret N° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 et notamment l'article 53,

VU la délibération n°18/02/4 du Conseil Métropolitain en date du 13 février 2018 instaurant la taxe GEMAPI et son montant à compter de 2018,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 13 mars 2023,

CONSIDERANT que la compétence GEMAPI est définie par les 4 alinéas suivants de l'article L. 211-7 du code de l'environnement :

- (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- (2°) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- (5°) La défense contre les inondations et contre la mer,
- (8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines,

CONSIDERANT que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe », a confirmé le positionnement de cette compétence comme obligatoire au niveau des EPCI à fiscalité propre à compter du 1^{er} janvier 2018,

CONSIDERANT qu'afin de financer cette nouvelle compétence obligatoire, le législateur a prévu à l'article 1530 bis du Code Général des Impôts (CGI) la possibilité pour les EPCI à fiscalité propre d'instituer et de percevoir une taxe dont le produit ne peut ni dépasser un plafond calculé sur la base de 40 € par habitant ni le montant des dépenses prévisionnelles affecté à la GEMAPI,

CONSIDERANT qu'il convient de préciser que le produit de la taxe est réparti entre les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation des résidences secondaires et à la cotisation foncière des entreprises proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procuré l'année précédente sur le territoire de l'EPCI à fiscalité propre qui l'instaure, aux Communes membres de ce dernier et aux EPCI dont elles sont membres,

CONSIDERANT que la base de la taxe est déterminée dans les mêmes conditions que pour la part communale, ou à défaut de part communale, dans les mêmes conditions que pour la part intercommunale de la taxe principale à laquelle la taxe s'ajoute,

CONSIDERANT que c'est l'administration fiscale qui sera chargée d'assurer la répartition du produit GEMAPI attendu sur les taxes de la fiscalité directe locale proportionnellement aux recettes fiscales communales et intercommunales de 2022 de Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les taux intercommunaux de la Taxe GEMAPI, ainsi déterminés, seront applicables en 2023 sur chacune des 12 Communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les organismes d'habitation à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte sont exonérés de la Taxe GEMAPI au titre des locaux d'habitation et des dépendances dont ils sont propriétaires et qui sont attribués sous conditions de ressources. Les redevables au nom desquels une cotisation de taxe d'habitation est établie au titre de ces locaux sont exonérés de la taxe,

CONSIDERANT que par ailleurs, l'article 1530 bis du CGI prévoit que le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations,

CONSIDERANT que dans ces conditions, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a instauré la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2018 par la délibération n°18/02/04 du Conseil Métropolitain en date du 13 février 2018,

CONSIDERANT que le produit de la taxe GEMAPI est arrêté, chaque année, par l'organe délibérant de l'EPCI avant le 15 avril ou le 30 avril si année d'élections locales pour une application dans l'année (Art 1639 A),

CONSIDERANT que pour 2023, le Conseil Métropolitain doit voter le montant de la Taxe GEMAPI égal au montant annuel prévisionnel de 2023 des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI, telle qu'elle est définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement et le produit reporté à l'habitant résidant sur le territoire relevant de sa compétence doit rester dans la limite d'un plafond fixé à 40 €,

CONSIDERANT qu'en prenant en compte les dépenses prévues pour cette compétence (voir tableau ci-dessous) et dans le respect des plafonds prévus par la réglementation, il est proposé de fixer le montant du produit de la taxe GEMAPI à 4,7 Millions d'euros pour 2023,

SECTION INVESTISSEMENT 2023	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	6 800
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 115
BESOINS DE FINANCEMENT	5 685
SECTION FONCTIONNEMENT 2023	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 814
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	4 700
CAF BRUTE	886
SOLDE GLOBAL DE CLOTURE	
SOLDE GLOBAL DE CLÔTURE N-1	4 318
SOLDE GLOBAL DE CLÔTURE 2023	-481



Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

DE DIRE que le produit de la taxe sur la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) est fixé à 4,7 Millions d'euros pour l'année 2023.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 77

CONTRE 2

Monsieur Amaury NAVARRANNE, Monsieur Gilles BALDACCHINO.

ABSTENTION 0

Prévisionnel d'investissement 2018-2028 - GEMAPI

Opération	Programation (k€ TTC)						
	Réel 2018	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Réel 2022	Prévisions 2023	Prévisions 2024-2028
HYERES - Le Roubaud Etudes et aménagements hydrauliques	42	38	12	0	0	200	7 260
HYERES - Tous cours d'eau Etudes et aménagements cours d'eau	108	39		832	293	588	800
HYERES - La Luquette Etudes et aménagement du bassin de rétention de Costebelle				0	93	0	
HYERES - La Sauvette Travaux galerie souterraine NOCARD	514	287	345	54	37	1624	
HYERES - Lutte contre la submersion marine Tombolo Ouest - Protection Tombolo ouest et route du sel	46			10	0	111	1 000
HYERES - Lutte contre la submersion marine La Capte - La Bergerie - Regualification muret chasse-mer	72			0	0	352	
HYERES - Lutte contre la submersion marine Le Ceinturon - Etudes et travaux de protection en mer			84	82	10	50	2 000
HYERES - Lutte contre la submersion marine La Capte - Travaux d'optimisation atténuateur de houles	25		1	0	0	12	60
HYERES - Lutte contre la submersion marine Travaux sur littoral hyérois			451	269	358	627	2 446
HYERES - Zone humide du Palyvestre Etudes et acquisition foncière pour restauration				0			360
HYERES - Salins de Hyères Programme d'investissement (part GEMA Zone Humide)	287	302	198	141	83	140	1 000
HYERES - Salins de Hyères Renaturation littoral des Vieux Salins (phase 2)		41		0			150
HYERES - La Lieurette Finalisation du plan de gestion de la zone humide	10			0			
SAINT-MANDRIER - La Renardière Aménagement de 3 zones de rétentions naturelles (EBC)				0	0	40	50
SIX-FOURS - Lutte contre la submersion marine Digue de protection de la plage de Bonne Grace (anse A)	254	664	665	32			
SIX-FOURS - Lutte contre la submersion marine Protection plage Bonne Grace	11						
SIX-FOURS - Les Salles Reprise entonnement et surverse rue Cornille						282	1 050
SIX-FOURS - Tous cours d'eau Etudes et aménagements cours d'eau Six-Fours	343			0	0	494	3 000
LA SEYNE - Tous cours d'eau Etudes et aménagements cours d'eau La Seyne			1	72	641	930	2 500
LA SEYNE - L'Oide Etudes et aménagement d'une zone de rétention naturelle					55	2	150
LA SEYNE - Lutte contre la submersion marine Protection de la baie des Sablettes			3	59,30	0,00	690	
TOULON - Le Las Etude et aménagements hydrauliques du Las			50	53	42	559	
TPM - Lutte submersion marine Etude stratégique Littoral urbain				0	0	0	7
TPM - Cours d'eau divers hors syndicats Etudes et aménagement (diagnostic technique et foncier)			66	0	0	100	
TPM - Tous ours d'eau hors syndicats Prévisionnel acquisitions foncières				0	0	0	3 000
TOTAL TPM	1 713	1 370	1 875	1 603	1 613	6 800	24 833

Pour mémoire : Opérations d'investissement sous autre maitrise d'ouvrage que TPM

L'Eygoutier - Zone d'Expansion de Crue (ZEC) de l'Etagnol	SGE	intégrés aux cotisations syndicales (section de fonctionnement)
L'Eygoutier - Etudes risque inondation du BV	SGE	
la Planquette - Aménagement bassins et dérivation	SGE	
St-Joseph - Achat bassins convention Spirit	SGE	
L'Eygoutier - Confortement de berge allée G. Leygues	SGE	
L'Eygoutier - Etude paysagère renaturation canal la Rode	SGE	
La Reppe - Reprise couronnement sortie de la Reppe	SRGVG	
La Reppe - Réhaussement du pont aval	SRGVG	
Le Gapeau - Restauration hydraulique Les Borrels	SMBVG	
Le Gapeau - Aménagement Plan du Pont	SMBVG	

